

Paris, le 6 mars 2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Pour une Europe souveraine et durablement en croissance :
Propositions des banques françaises pour 2024-2029**

A l'occasion d'un événement qu'elle organise à Bruxelles, la Fédération bancaire française publie « Pour une Europe souveraine et durablement en croissance », un document qui liste les propositions des banques françaises pour la période 2024-2029.

La mandature qui s'achève a été marquée par des crises d'ampleur (Covid 19, guerre en Ukraine...), l'évolution des rapports de force entre les puissances économiques (décrochage du PIB européen versus PIB américain, et dépassement par la Chine), une forte inflation, l'accélération de la crise climatique. Dans cet environnement, le secteur bancaire européen a démontré sa profonde résilience que ce soit pendant la crise du Covid ou les turbulences liées aux faillites bancaires américaines et au rachat de Crédit Suisse.

Mais les défis sont grands dans un monde en profonde mutation, qui évolue toujours plus vite, où la concurrence est forte et les enjeux des transitions écologique et numérique considérables. Dès lors, face à des besoins d'investissements croissants, l'Europe doit avoir la maîtrise de son destin et la force de son secteur bancaire lui permettra d'y parvenir : c'est un secteur stratégique pour réussir une croissance durable et le financement de la décarbonation de l'économie, de la numérisation et des grands projets.

Afin que cet enjeu se traduise en mesures concrètes, les banques françaises font des propositions, organisées selon trois grandes priorités, pour la prochaine mandature de la Commission européenne :

1. **Financer les besoins futurs du continent** : il s'agit de garantir la capacité des banques à financer l'économie et d'accroître les sources de financement en développant le modèle européen de banque universelle et la croissance des marchés de capitaux. Le projet d'euro numérique, susceptible de mettre à mal un modèle dont la pertinence est attestée, doit aussi être revu.

2. **Développer le secteur bancaire européen** : il s'agit de créer une véritable union bancaire pour faciliter la circulation des capitaux et des liquidités et, pour que la solidité des banques ne devienne pas leur point de faiblesse, d'établir un cadre prudentiel équitable vis-à-vis des acteurs bancaires et de marché non-européens. La compétitivité des banques européennes doit être une priorité des superviseurs dans leur mission de surveillance.

3. **Réussir ensemble la transition écologique** : il s'agit d'accélérer la transition vers une économie décarbonée en définissant des trajectoires cibles par secteurs d'activités et en simplifiant les obligations relatives aux données extra-financières pour une meilleure efficacité. Les technologies de rupture prometteuses doivent aussi être favorisées afin d'embarquer toutes les forces vives européennes.

Pour Maya Atig, Directrice générale de la Fédération bancaire française : « *Ces priorités sont essentielles pour assurer la transformation durable de l'économie et pour ne pas rater – faute de financements européens suffisants – les révolutions industrielles que constituent les transitions numérique et écologique. Il en va de l'autonomie de l'Union européenne. Nous souhaitons, avec ces propositions, participer à la construction ambitieuse d'une Europe souveraine et durablement en croissance, au bénéfice des États membres, des entreprises et des citoyens.* »

CONTACTS

Benoît DANTON : 06 73 48 80 40 - bdanton@fbf.fr
Clara DELMOTE : 06 31 06 60 39 – cdelmote@fbf.fr



[@FBFFrance](https://twitter.com/FBFFrance)